



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/438
21 avril 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Douzième session
Accra (Ghana)
20-25 avril 2008

Forum mondial de l'investissement – Session III

**«Un nouveau marché émergent pour l'IED»
20 avril 2008, 10 heures-13 heures**

1. Animé par M. Dan O'Brien, de l'Economist Intelligence Unit, la troisième session du Forum mondial de l'investissement a été consacrée à l'Afrique en tant que marché émergent pour l'investissement étranger direct (IED). Divers représentants du secteur privé y ont participé en tant qu'intervenants principaux, dont: M. Rainer Koch, Directeur général de HP Afrique; M. Razia Khan, Économiste en chef pour l'Afrique de la Standard Chartered Bank; M. V. Jayatheerthan, Vice-Président et responsable opérationnel pour l'Afrique de 3i Infotech; et M. Jim Geisel, Directeur des services consultatifs de KPMG. Parmi les intervenants principaux représentant des gouvernements, des organisations internationales et des universités figuraient: M. Deping Hu, Président du Conseil économique et commercial Chine-Afrique et Vice-Président de la Fédération chinoise de l'industrie et du commerce; M. Omari Issa, Secrétaire exécutif de l'Investment Climate Facility for Africa; M. Louis Kasekende, économiste en chef à la Banque africaine de développement; et M. Karl Sauvart, codirecteur pour l'ONU de l'Initiative des villes pour le Millénaire.
2. La conclusion quasi unanime du débat a été que les perspectives de l'Afrique quant à un accroissement des investissements étrangers et une croissance économique plus rapide étaient largement positives, en dépit de risques importants. Les raisons d'être optimiste concernaient notamment l'accroissement des investissements en provenance des pays émergents du Sud et l'amélioration progressive du climat de l'investissement, de la politique générale et des débouchés commerciaux. Les prix élevés des produits de base ont été considérés comme une arme à double tranchant – stimulant fortement les IED dans le secteur primaire, mais en même temps poussant à la hausse les prix des denrées alimentaires.
3. Toutefois, certaines carences persistantes continuaient de limiter la croissance de l'Afrique. Ont été identifiés comme obstacles fondamentaux les programmes de réforme microéconomique inachevés, la médiocrité des infrastructures et l'inadéquation des compétences professionnelles. Dans la période récente, la faiblesse des capacités productives et le niveau élevé des prix des

produits de base s'étaient combinés pour provoquer une hausse des prix des denrées alimentaires, qui menaçait d'exacerber la pauvreté.

4. Les recommandations sur les moyens de surmonter ces obstacles à la croissance ont été résumés par un intervenant sous la forme des «trois I»: institutions, infrastructure, intégration. Au chapitre des institutions, elles concernaient la prévisibilité des politiques, la simplification des procédures bureaucratiques, le renforcement de la protection juridique et l'amélioration du règlement des différends. Les investissements étrangers en Afrique avaient été concentrés dans le secteur primaire et, plus récemment, dans le secteur tertiaire, le secteur manufacturier restant loin derrière. Améliorer les infrastructures, en particulier l'approvisionnement en électricité et les réseaux de technologies de l'information et de la communication (TIC) avait à cet égard été jugé essentiel. En outre, l'intégration régionale, telle qu'elle pouvait être illustrée par la Communauté de l'Afrique de l'Est, était un élément clef pour attirer les investisseurs étrangers grâce à un élargissement des débouchés commerciaux.

5. Par ailleurs, la diaspora africaine a maintes fois été considérée comme une source croissante d'investissements, de savoir-faire et de relations entrepreneuriales. La croissance régulière de ces dernières années en Afrique ouvrait des perspectives qui permettraient à davantage d'Africains de revenir au pays, ce qui ralentirait certaines formes d'exode des compétences qui avaient pendant longtemps entravé le développement.

6. Après avoir été attirés dans un pays, les investissements étrangers devaient s'enraciner dans l'économie locale. Les politiques gouvernementales comme les plans à long terme des entreprises qui, de l'avis de certains intervenants, revêtaient de plus en plus souvent un caractère stratégique plutôt qu'opportuniste, devaient encourager l'établissement de liens entre sociétés transnationales et entreprises locales.

7. Les intervenants principaux ont engagé un débat animé sur un large éventail de questions posées par des participants et l'animateur de la session. Les points abordés ont été la «prudence» de certaines formes d'investissement étranger, les changements à apporter en priorité aux conditions de l'investissement, le rôle critique des TIC, la réalité de la responsabilité sociale des entreprises et les problèmes des pays sans littoral. Les récentes manifestations de méfiance à l'égard des investissements étrangers risquaient d'aggraver à court terme les tensions entre entreprises d'accueil et entreprises d'origine, ce qui rendrait l'investissement moins prévisible. Renforcer le régime international de l'investissement était une solution à long terme recommandée pour remédier à cette caractéristique de l'actuelle conjoncture de l'investissement.

8. Au niveau microéconomique, il a été recommandé par un autre intervenant d'accorder une attention particulière à l'éducation des travailleurs, en particulier dans le secteur des TIC, en tant que moyen essentiel d'instaurer de bonnes conditions de fonctionnement pour les entreprises internationales comme pour les entreprises locales. Avec le développement des TIC, l'Afrique pouvait aussi devenir une destination de délocalisation, en raison de la hausse des prix dans des pays comme l'Inde.

9. Il a été considéré qu'une attention particulière devait aussi être accordée à la question de la responsabilité sociale des entreprises. L'opinion publique et le bon sens des entreprises en feraient un important élément du développement du secteur des entreprises, en particulier en

Afrique. Un représentant du secteur privé a mentionné les politiques et les pratiques de sa société en matière de formation du personnel local.

10. Les difficultés particulières qu'avaient les pays sans littoral, pauvres en ressources, à attirer des investissements étrangers ont été évoquées par un autre intervenant, qui a noté que des pays tels que l'Éthiopie, le Mali et l'Ouganda avaient néanmoins enregistré des résultats positifs, même si l'Ouganda, par exemple, devait une grande partie de son succès à une libéralisation de sa réglementation. Il a été souligné que les flux d'investissement étranger et les avantages qu'ils procuraient étaient davantage pérennes lorsqu'ils reposaient sur des décisions stratégiques rationnelles plutôt que sur les variations à la hausse ou à la baisse des prix des produits de base.
